Cour Aer
ouf

95 P 3494

VISE POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECETTE
ISSY - VILLE, LE 28 JAN. 2000
Fº 77 BORD. 241 6
Deux cent vingt
- Dᵀ DE TIMBRE huit francs
RECU soixante
IR-172,50 - Dᵀˢ D'ENREGᵀ cent francs
SIGNATURE :

RECETTE PRINCIPALE DES FINANCES
1 place d'Armes
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX
Téléphone : 01 41 09 03 92
C.C.P. : PARIS 9026-39 K

SARL HOTELLERIE GEDAT

Société à responsabilité limitée
au capital de 50 000 francs
Siège social 6 rue auguste GERVAIS
92130 ISSY LES MOULINEAUX
RCS NANTERRE B 38955461900012

GREFFE TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE
08 FEV. 2000
DEPOT Nº 3690

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 29 Octobre 1999

L'an mil neuf cent quatre vingt dix neuf, et le 29 octobre à dix neuf heures, les associés se sont réunis au domicile du gérant, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :
- François GERIN, représentant 250 parts en pleine propriété
- Martine DATCHARRY, représentant 250 parts en pleine propriété

Total des parts présentes ou représentées : 500 parts en pleine propriété sur les 500 parts composant le capital social.

François GERIN préside la séance en qualité de gérant associé .
Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :
- Le rapport du gérant,
- Le texte des résolutions proposées.

Il déclare que ces mêmes pièces ont été communiquées aux associés non gérants plus de quinze jours avant la date de la présente réunion, et qu'ils ont eu la possibilité de poser, pendant ce même délai, toutes questions au gérant, ce dont l'assemblée lui donne acte.
Puis le Président rappelle que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

- Poursuite de l'activité
- Augmentation de capital social par souscription en numéraire.
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs à donner.

Le président donne ensuite lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion.
Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

RESOLUTION Nº 1

Après avoir entendu la lecture du rapport du gérant, l'assemblée générale extraordinaire délibérant par application de l'article 68 de la loi du 24 juillet 1966 et après examen de la situation de la société telle qu'elle ressort des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 1998 approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 juin 1999 lesquels font apparaître que les capitaux propres de la société sont devenus inférieurs à la moitié du capital, décide la dissolution de la société à compter de ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, n'est pas adoptée.

L'assemblée générale constate, en conséquence, que la première résolution est rejetée et que la société continuera son exploitation.

Il est rappelé que la société est tenue au plus tard à la clôture du deuxième exercice social suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, soit de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas été imputées sur les réserves, soit de reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

RESOLUTION N° 2

L'assemblée générale décide de procéder à une augmentation de capital d'une somme de 570 000 francs, pour le porter de 50 000 francs à 620 000 francs, par compensation avec une créance liquide et exigible sur la société.
Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de l'émission au pair de 570 parts nouvelles de 100 francs, numérotées de 501 à 620, à libérer intégralement à la souscription.
Conformément aux dispositions statutaires, les associés bénéficient d'un droit préférentiel de souscription aux parts nouvelles proportionnellement au nombre de parts dont ils disposent au jour de l'augmentation du capital.
Les parts nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seraient assimilées aux parts anciennes à compter du 01 novembre 1999

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N° 3

L'assemblée générale constate :

- que l'intégralité des parts nouvelles se trouve dès à présent souscrite,
- que chacun des souscripteurs a intégralement libéré le montant de sa souscription par compensation avec une créance liquide et exigible qu'il détient sur la société, savoir :
François GERIN
à concurrence de..... 285 000 francs,
Martine DATCHARRY
A concurrence de.....285 000 francs,

Montant total ....570 000 francs

- qu'en conséquence, les parts nouvelles étant entièrement souscrites et intégralement libérées, l'augmentation de capital se trouve effectivement réalisée.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité .

RESOLUTION N° 4

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit les articles N° 6 et N° 7 des statuts :

« ARTICLE N° 6 - APPORTS

Il a été apporté au capital de la société :
- lors de la constitution, une somme de 50 000 francs ,
- lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 29 octobre 1999, une somme de 570 000 francs par souscriptions en numéraire.

« ARTICLE N° 7- CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 620 000 francs .Il est divisé en 6 200 parts sociales de 100 francs , souscrite en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux , en proportion de leurs apports respectifs :

- Monsieur GERIN François :	3100 parts numérotées de 1 à 250 et de 501 à 3350
- Madame GERIN née DATCHARRY Martine :	3100 parts numérotées de 251 à 500 et de 3351 à 6200

FACE A ANNULÉ
ART. 935 LJ CGI

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement. »

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité .

RESOLUTION N° 5

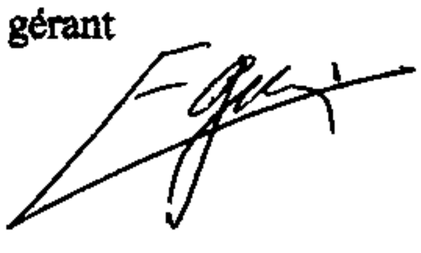
L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité .

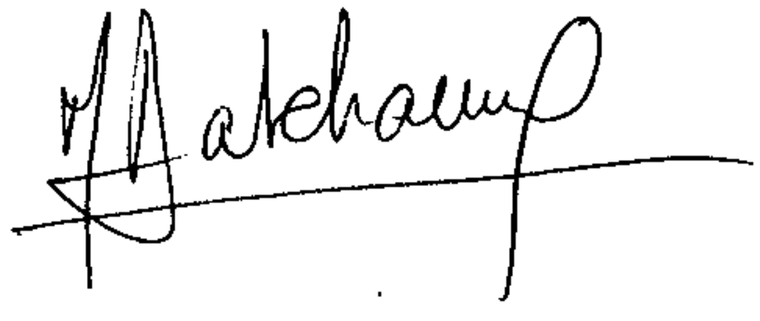
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant et les associés.

Le gérant



Les associés



PAGE ANNULEE
ART. 965 DU CGI

STATUTS DE LA S.A.R.L. : HOTELLERIE GEDAT

LES SOUSSIGNES :

Monsieur ~~(Madame)~~ GERIN François,
né~~(e)~~ le 7/7/1948, à Vienne
domicilié et demeurant à Paris 12e, 86, av. du Dr. A. Netter
époux~~(e)~~ de Madame ~~(Monsieur)~~ DATCHARRY Martine,
avec laquelle ~~(lequel)~~ il ~~(elle)~~ est marié~~(e)~~ sous le régime de la communauté,
profession ingénieur
de nationalité Française, ayant qualité de résident au sens de la réglementation des changes actuellement en vigueur.

~~Monsieur~~ (Madame) DATCHARRY Martine
né(e) le 20/10/1945, à 5e Symphonien - Clé - Tours
domicilié et demeurant à Paris, 12e, 86, av. du Dr. A. Netter
époux~~(e)~~ de ~~Madame~~ (Monsieur) GERIN François,
avec ~~laquelle~~ (lequel) ~~il~~ (elle) est marié(e) sous le régime de la communauté,
profession assistante sociale
de nationalité Française, ayant qualité de résident au sens de la réglementation des changes actuellement en vigueur.

Monsieur (Madame)_____,
né(e) le _____, à _____
domicilié et demeurant _____
époux(e) de Madame (Monsieur)_____,
avec laquelle (lequel) il (elle) est marié(e) sous le régime de la _____,
profession _____
de nationalité Française, ayant qualité de résident au sens de la réglementation des changes actuellement en vigueur.

Monsieur (Madame)_____,
né(e) le _____, à _____
domicilié et demeurant _____
époux(e) de Madame (Monsieur)_____,
avec laquelle (lequel) il (elle) est marié(e) sous le régime de la _____,
profession _____
de nationalité Française, ayant qualité de résident au sens de la réglementation des changes actuellement en vigueur.

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société A Responsabilité Limitée devant exister entre eux.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

TITRE I

FORME - OBJET - DOMICILE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les soussignés une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois en vigueur, notamment par la loi n° 66-537 du 24 Juillet 1966, par le décret n° 67-236 du 23 Mars 1967 et tous textes subséquents ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

La Société a pour objet, l'acquisition de BIENS ET DROITS IMMOBILIERS en vue de leur EXPLOITATION EN HOTELLERIE, leur gestion conformément aux règles de la profession, leur vente et plus généralement toutes opérations financières, (notamment tous emprunts) commerciales, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social dont les différents éléments viennent d'être précisés.

Etant précisé que la société opte dès à présent pour le régime des personnes physiques (imposition des bénéfices industriels et commerciaux, directement par chaque associé dans sa déclaration de revenus personnelle, au prorata de ses droits dans la société).

ARTICLE 3 : DENOMINATION

La dénomination de la Société est : S.A.R.L. HOTELLERIE GEDAT

Les actes ou documents émanants de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures , annonces et publications diverses, indiqueront la dénomination précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société à responsabilité Limitée » ou des initiales S.A.R.L. et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 6, rue Auguste Gervais 92130 ISSY LES MOULINEAUX

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la Gérance et en tout autre endroit en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans, à compter de la date d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévues aux présents statuts.

TITRE II

APPORTS – DROITS DES ASSOCIES

ARTICLE 6 : APPORTS

Il a été apporté au capital de la société :

- lors de la constitution, une somme de 50 000 Francs , uniquement en numéraire
- lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 29 octobre 1999 ,une somme de 570 000 francs par souscription en numéraire.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 620 000 francs . Il est divisé en 6200 parts de 100 francs, souscrite en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux , en proportion de leurs apports respectifs :

- Monsieur GERIN François : 3 100 parts numérotées de 1 à 250 et de 501 à 3350
- Madame GERIN née DATCHARRY Martine : 3 100 parts numérotées de 251 à 500 et de 3351 à 6200

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu 'elles sont toutes libérées intégralement.

ARTICLE 8 : AUGMENTATION OU REDUCTION DE CAPITAL

Le capital pourra être augmenté ou réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés représentant au moins les ¾ des parts sociales.

ARTICLE 9 : REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Le titre de chaque associé résultera des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties. Une copie ou un extrait de ces actes certifié par le gérant pourra être délivré à chaque associé sur sa demande et à ses frais.

ARTICLE 10 : INDIVISIBILITE DES PARTS

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les copropriétaires d'une part indivise, héritiers ou ayants causes d'un associé décédé , sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire. A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir, ainsi que de droit, pour faire désigner par justice un mandataire chargé de représenter tous les copropriétaires.

Les usufruitiers et les nu-propriétaires devront également se faire représenter par l'un d'entre eux. A défaut d'entente , la Société considérera l'usufruitier comme représentant valablement le nu – propriétaire, quelque soient les décisions à prendre.

ARTICLE 11 : DROITS DES PARTS

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit proportionnel égal, d'après le nombre de parts existantes, dans les bénéfices de la Société et dans l'actif social.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leur part. Toutefois, il est rappelé qu'en cas de règlement judiciaire ou de liquidation de biens, le Tribunal de Commerce pourra décider que les dettes sociales seront supportées par le gérant ou les associés ainsi qu'il est précisé par l'article 54 de la loi du 24 Juillet 1966.

ARTICLE 13 : ADHESION AUX STATUTS

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières en quelques mains qu'elles passent. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions collectives des associés.

ARTICLE 14 : CESSIONS DE PARTS

Les cessions de parts doivent être constatées par acte notarié ou sous-seing privé.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées au conjoint, à un ascendant, à un descendant ou à des personnes étrangères à la Société qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts du capital social et dans les conditions prévues à l'article 45 de la loi du 24 Juillet 1966.

ARTICLE 15 : TRANSMISSION DES PARTS

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

Toutefois, le conjoint ou un héritier ne peut devenir associé qu'avec le consentement de la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus dans le délai de trois mois à compter de son refus d'acquérir ou de faire acquérir à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843, alinéa 4 du Code Civil.

TITRE III

FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

ARTICLE 16 : NOMINATION DU GERANT

La Société est administrée par François GERIN, qui accepte d'être ~~le premier~~ deuxième gérant de la Société. Les gérants sont désignés parmi les associés ou en dehors d'eux.

ARTICLE 17 : DUREE DES FONCTIONS

La durée des fonctions du gérant est illimitée. Le ou les gérants sont nommés par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

ARTICLE 18 : POUVOIRS DU GERANT

Le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour faire autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social. En conséquence, le gérant a la signature sociale, mais il ne pourra en faire usage que pour les affaires de la Société.

ARTICLE 19 : RESPONSABILITE DU GERANT

Le gérant ne contracte à raison de sa gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la Société. Il est responsable conformément au droit commun, soit envers la Société, soit envers les tiers des infractions aux dispositions de la loi du 24 Juillet 1966 et des lois subséquentes, des violations des présents statuts et des fautes commises par lui dans sa gestion.

ARTICLE 20 : CESSATION DES FONCTIONS DU GERANT

Le gérant est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social et par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Le gérant peut résilier ses fonctions, mais seulement à la fin d'un exercice et à charge pour lui de prévenir les associés trois mois à l'avance, par lettre recommandée.

ARTICLE 21 : ASSEMBLEE GENERALE

Les décisions collectives sont prises en Assemblée Générale ou par consultation écrite des associés, dans les conditions prévues par la loi du 24 Juillet 1966 et les textes subséquents. Toute délibération de l'assemblée des associés est constaté par un procés-verbal établi et signé par le gérant.

ARTICLE 22 : DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont dites "ordinaires" les décisions collectives qui n'ont pas pour objet des modifications à apporter aux statuts.

Conformément à l'article 59 de la loi du 24 Juillet 1966, les décisions ordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée ; ces décisions ne peuvent porter que sur des questions ayant fait l'objet de la première convocation.

ARTICLE 23 : DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont dites "extraordinaires" les décisions collectives qui ont pour objet des modifications à apporter directement ou indirectement aux statuts. Conformément à l'article 60 de la loi du 24 Juillet 1966, les décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer de nationalité de la Société ou obliger l'un des associés à augmenter son engagement social.

ARTICLE 24 : DROIT DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social, la délivrance certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants : comptes d'exploitation générale, comptes de pertes et profits, bilans, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices.

ARTICLE 25 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

Il est tenu des écritures des affaires sociales, suivant les lois et usages du commerce.

Il doit être établi, à la fin de chaque exercice social, par les soins de la gérance, un compte d'exploitation générale, un compte de pertes et profits, un inventaire général de l'actif et du passif de la Société et un bilan résumant cet inventaire.

ARTICLE 26 - APPROBATION DES COMPTES

Le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan établis par les gérants sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée prévue au précédent alinéa.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés qui peuvent en prendre copie.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

ARTICLE 27 : REPARTITION DES BENEFICES ET DES PERTES

Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite de tous frais généraux et charges sociales de toute nature, ainsi que de tous amortissements de l'actif social et de toutes réserves ou provisions pour risques commerciaux et industriels décidés par la gérance constituent des bénéfices nets.

Sur les bénéfices, il est prélevé successivement :

- cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.
- le solde est réparti à titre de dividende entre les associés gérants et non-gérants, proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la Gérance, reporter à nouveau ou affecter à la création de toutes réserves, générale ou spéciales, dont ils déterminent, s'il y a lieu, l'emploi et la destination, tout ou partie de la part leur revenant dans les bénéfices.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts leur appartenant, sans qu'aucun d'entre eux puisse en être tenu responsable au-delà du montant de ses parts.

TITRE IV

DISSOLUTION - ENREGISTREMENT

ARTICLE 28 : LIQUIDATION

A l'arrivée du terme fixé par les statuts ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation est faite par le Gérant alors en fonction ou par un liquidateur nommé par les associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions collectives "ordinaires", le tout sous réserve des articles 390 à 401 de la loi du 24 Juillet 1966, ainsi que des articles 266 à 271 du décret du 23 Mai 1967.

ARTICLE 29 : ACTES A ACCOMPLIR AVANT L'IMMATRICULATION

Les associés donnent tous pouvoirs au gérant à l'effet de prendre, pour le compte de la société, jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, le ou les engagements suivants :

Enregistrement de la société, puis publication dans un journal d'annonces légales et Immatriculation au registre du commerce

Afin qu'il y ait reprise automatique par la Société des engagements dès son immatriculation, étant précisé que les associés seront réputés avoir agi solidairement entre eux pour le cas où la Société ne serait pas immatriculée.

ARTICLE 30 : DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

Les associés donnent pouvoir à son gérant, à l'effet de signer la déclaration de régularité et de conformité nécessaire à l'immatriculation de la Société.

ARTICLE 31 : CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société en liquidation soit entre les associés, la gérance et la Société relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux du ressort du siège social.

ARTICLE 32 : PUBLICATIONS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi.

ARTICLE 33 : FRAIS

Tous les frais concernant la constitution de la présente Société sont pris en charge par cette dernière.

DONT ACTE, rédigé sur cinq pages.

Contenant comme expressément approuvés :
. renvois :
. mots ajoutés :
. mots rayés nuls :
. lignes entières rayées nulles :

Fait à «Ville dom», le

Les associés (nom et signature)

GERIN

DATCHARRY